

VEILLE BUDGÉTAIRE 2010



www.psac-afpc.com

Pour un budget au service de tous les Canadiens et Canadiennes : Une économie en santé

Les Canadiennes et les Canadiens sont confrontés à d'énormes problèmes sociaux occasionnés par la récession

Voici les faits, et ils sont plutôt déprimants :

- Le taux de chômage est élevé – environ 8,5 %.
- Jusqu'à 500 000 Canadiennes et Canadiens en chômage épuiseront leurs prestations d'assurance-emploi avant d'avoir trouvé un nouvel emploi.
- Il est prévu que 810 000 autres personnes feront une demande d'assurance-emploi parce que leur emploi va disparaître.
- La dette à la consommation équivaut à 145 % du revenu des ménages, un sommet historique.
- L'endettement et un taux de chômage plus élevé ont poussé plus de Canadiennes et de Canadiens à la faillite – une hausse de 43 % en une seule année.

Il existe une bonne façon et une mauvaise façon de remettre l'économie sur les rails

La mauvaise façon

Se concentrer sur la réduction du déficit en sabrant les investissements publics n'est pas une solution. Non seulement cela ralentirait la reprise économique, mais on ignorerait ainsi une des principales causes du déficit : des réductions d'impôts ambitieuses.

Les membres de l'AFPC se sont battus pour répondre à la demande que le présent taux de chômage élevé a occasionnée, de même qu'aux besoins des Canadiennes et Canadiens bouleversés et émotifs qui s'adressent à eux. Tous les jours, ils entendent parler des effets de la récession, qu'ils soient derrière un comptoir, au téléphone ou sur Internet.

Les Canadiennes et les Canadiens savent par expérience que la pire ligne de conduite que pourrait adopter le gouvernement fédéral serait de répéter les erreurs des années

1990 et de réduire les dépenses publiques. Ils n'ont pas besoin de sept autres années de reprise économique sans emploi.

La bonne façon

Les fonds de relance consentis aux collectivités aux fins de l'infrastructure massive étaient attendus depuis très longtemps, mais bon nombre de projets étaient à trop court terme pour être véritablement profitables, comme l'entretien des pistes de motoneige. Ces fonds auraient plutôt dû servir à l'amélioration des ponts, des conduites d'égout et des installations communautaires du Canada, de même qu'aux nouveaux projets d'infrastructure verte, comme les rénovations domiciliaires, les installations de traitement des eaux et les systèmes énergétiques communautaires. Tout financement de l'infrastructure physique qui ne répond pas aux besoins à long terme des collectivités du pays devrait être considéré comme un échec.

Les investissements dans les infrastructures sociales sont les meilleurs stimulants. Les administrations publiques doivent mettre de l'argent dans les mains des gens qui en ont le plus besoin – les pauvres, les femmes, les personnes ayant un handicap, les femmes et les hommes autochtones, les immigrantes et immigrants, les sans-emploi – et fournir à tous les niveaux les services publics qui apporteront un soutien à ces gens.

Un plan de relance efficace aurait dû prévoir — et peut toujours prévoir — le financement des soins de santé, de l'éducation postsecondaire, des services de garde et des logements sociaux. Et il donnera des résultats. Même au pire de la récession, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Australie a augmenté de 1,1 % plutôt que de baisser comme dans la plupart des pays à l'économie avancée, parce que le gouvernement australien a investi dans les écoles, la santé et le logement.

Au Canada, l'écart est de plus en plus grand entre les riches et les pauvres. Des études révèlent qu'il y a une corrélation directe entre l'iniquité et la pauvreté. Si les fonds de relance actuels ou leur maintien dans le budget fédéral de 2010 ne permettent pas de s'attaquer à l'iniquité, alors ces fonds sont inadéquats.

Une mesure immédiate qui peut et devrait être prise consiste à améliorer le régime d'assurance-emploi pour les travailleuses et travailleurs qui en ont besoin – il s'agirait d'instaurer à l'échelle nationale une seule condition d'admissibilité de 360 heures de travail et de verser, jusqu'à concurrence de 50 semaines, des prestations correspondant à 60 % des 12 meilleures semaines de revenu d'emploi pendant la période ouvrant droit aux prestations. Le budget devrait également prolonger la période d'admissibilité pour les chômeuses et chômeurs qui ont épuisé leurs droits à des prestations et qui n'ont pas pu se trouver un emploi à cause de la récession.

Une alternative budgétaire efficace

L'Alternative budgétaire pour le gouvernement fédéral, établi par le Centre canadien de politiques alternatives en collaboration avec ses partenaires communautaires et syndicaux, recommande une série de politiques positives.

Ces politiques prévoient les dépenses suivantes au cours des trois prochaines années :

- plus de 25 milliards de dollars pour réduire la pauvreté
- 10 milliards pour améliorer le régime d'assurance-emploi
- 12 milliards pour les soins de santé
- 8 milliards pour les services de garde d'enfants
- 6 milliards pour le logement social
- 15 milliards pour l'amélioration de l'infrastructure physique à l'échelle du pays
- 5 milliards investis dans les arts, la culture et les communications, y compris un meilleur accès à Internet pour un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens

Ces politiques créent des emplois. La croissance économique est tributaire des gens qui travaillent. Contrairement à la stratégie du gouvernement Harper en matière d'emploi, qui laisserait le taux de chômage à 8,5 % en 2011, l'alternative budgétaire permettra de créer ou de maintenir 330 000 emplois et de réduire le taux de chômage à 6,7 %.

Les mesures de relance décrites ici, de même que celles visant le rétablissement des recettes fiscales à un niveau adéquat, aideront toutes les Canadiennes et tous les Canadiens, favoriseront une véritable croissance économique et amèneront le Canada à devenir une société plus prospère, plus saine et plus égalitaire. La compression des dépenses, en plus d'être inutile, constitue la pire politique que le gouvernement fédéral pourrait mettre en œuvre à l'heure actuelle.